



## **NON À L'ÉCONOMIE DE GUERRE**

### **Non à l'économie de guerre**

#### **Pour un financement des services publics, des droits sociaux, de la culture et des médias**

On le devinait depuis quelque temps, cette fois c'est clair : les politiques impérialistes nous entraînent dans la guerre !

La Cgt Spectacle condamne les différentes attaques menées conjointement par les Etats-Unis et Israël dans certains pays du proche et Moyen-Orient (Palestine, Syrie, Liban, Iran).

Comme en Ukraine, ces agressions militaires décidées au mépris du droit international, illustrent la poursuite d'une politique étrangère fondée sur la force et l'impunité. Derrière ces bombardements, ce sont des femmes, des hommes et des enfants qui meurent et qui vivent un enfer. Plus que jamais, les différent.es observateur.rices et analystes nous alertent, c'est la paix mondiale qui est menacée.

**Pour notre organisation, nous devons nous opposer à cette logique mortifère : il ne peut y avoir de progrès social sans la paix.**

**Nous devons agir pour la paix et pour le désarmement.**

Le budget militaire de la France a été porté à 43,9 milliards d'euros en 2023 à 69 milliards pour 2030. Cette course à l'armement est dangereuse surtout qu'elle se fait aux dépens d'autres budgets, comme l'éducation, la santé, la transition écologique et bien sûr la culture.

Dans nos métiers, cela se traduit par des coupes budgétaires massives (création artistique, FONPEPS, audiovisuel public...), détruisant nos emplois, gelant nos salaires et menaçant notre protection sociale.

Nous ne pouvons accepter les déclarations de certains membres du gouvernement et représentant.es du patronat qui nous préparent à l'économie de guerre et à la mobilisation.

Nous ne pouvons accepter que la France s'aligne sur des positions impérialistes et bellicistes.

Leurs raisons sont bien économiques pour défendre les intérêts du grand patronat ! Cela se fait au détriment des travailleuses et des travailleurs, qui en subissent chaque jour les conséquences : hausse des carburants, coupes budgétaires, inflation...

De plus, si nos gouvernant.es avaient vraiment à cœur le sort des femmes, des enfants, et plus largement de tous celles et ceux qui vivent dans ces régions, ils et elles auraient pris position contre le génocide à Gaza et auraient stoppé les livraisons d'armes. Ils et elles auraient sanctionné le gouvernement israélien pour ses crimes en Palestine, sa politique coloniale débridée et ses bombardements massifs au sud Liban.

**Il faut agir pour construire des solidarités internationales avec les peuples victimes des politiques impérialistes.**

Nous réaffirmons :

- Notre solidarité avec les peuples du monde entier, et leur auto-détermination
- Notre solidarité avec les populations bombardées par des régimes impérialistes
- Notre solidarité avec les populations réprimées par des régimes autoritaires.

**Si nous voulons pouvoir continuer à vivre de nos métiers et lutter contre le fascisme qui se propage, mobilisons-nous au côté des travailleur.euses du monde entier contre la militarisation de l'économie et contre la guerre.**

Pour cela il faut continuer :

D'un coté à construire en interprofessionnel et avec toutes les forces progressistes possibles un mouvement qui sera en mesure de stopper l'escalade actuelle.

De l'autre à se rappeler que leurs guerres ne doivent pas servir de justifications aux démantèlements des politiques publiques.

Cette articulation est nécessaire dans l'optique d'une véritable transformation sociale.

Notre fédération s'engagera avec les forces progressistes de ce pays dans toutes les initiatives qui iront dans ce sens notamment pour demander le respect du droit international et l'arrêt du génocide à Gaza.

« Quand le peuple se lève, l'impérialisme tremble » Thomas Sankara.

*Paris, le 05/05/2026*